LEGS
Leadership, Réseau, Gouvernance, Stratégies pour l'Afrique
4, Yoff, Route de l'Aéroport, 2e étage
+221 33 860 24 87 / +221 77 650 88 44
legs.africa2063@gmail.com
legs@legs-africa.org

# DECLARATION SUR LA GOUVERNNACE SANITAIRE AU SENEGAL FACE AUX DEFIS DE PRISE EN CHARGE DES MALADES DANS LES STRUCTURES DE SANTE

Des événements dramatiques, graves et sidérants se produisent au niveau des services de santé du Sénégal et de façon récurrente sans vraiment faire prendre la pleine mesure de ces situations. Dernière en date, le décès de Mme Astou Sokhna à l'hôpital régional Amadou Sakhir Mbaye de Louga, dont les circonstances largement relatées par la presse laissent croire à une négligence intolérable de la part d'agents de santé en service dans ce lieu, liée à des dysfonctionnements chroniques du système de santé.

Cette tragédie qui a jeté l'émoi dans tout le pays, a permis de remettre dans l'actualité du débat public nourri par des témoignages poignants de plusieurs victimes et témoins, des défaillances criardes et chroniques de prise en charge dans les structures de santé au Sénégal ainsi que l'urgente problématique de la gouvernance sanitaire.

Ce douloureux événement remet au coeur de l'actualité, une préoccupation majeure des citoyens qui suivent, contrôlent le système de santé et veillent sur le respect du droit fondamental et universel à la santé et à la protection sociale, ainsi que sur les engagements internationaux du Sénégal en la matière.

La constance des cas relevant du mauvais accueil, de la négligence, de non assistance et de prise en charge des malades ainsi que la récurrence des accidents, des erreurs et fautes médicales graves, des défaillances structurelles etc., ont fini de créer une perception négative et une perte de confiance de la population sénégalaise à l'égard des structures et du personnel de santé.

Le niveau central non plus n'est pas épargné par ces mœurs avec la prolifération d'universités privées et écoles de formation en santé, l'absence de contrôle qualité et de sanctions. On assiste également à la privatisation effective des services publics gangrénés par différentes pratiques déviantes et corruptogènes dans les hôpitaux, centres et postes de santé. Une situation qui entraine un dévoiement de la gouvernance du secteur notamment par le recrutement de personnes sans compétences, ni références.

À cet effet, et suite aux nombreuses pertes en vie humaine, LEGS-Africa :

- Dénonce à l'unisson et avec fermeté toutes les dérives observées dans la prise en charge, le traitement des malades et de leurs accompagnants dans les établissements publics de santé ;

- Appelle les citoyens victimes de ces pratiques inhumaines et irresponsables à saisir systématiquement les juridictions compétentes pour que lumière soit faite sur l'incurie de certains agents des services de santé et dissuader définitivement ce genre de pratiques criminelles ;

- Rappelle à l'ensemble des acteurs du secteur de la santé, l'observation stricte des dispositions de la charte du malade, des principes universels et fondamentaux de droits liés aux soins et des standards de l'OMS dans la gestion de tout le système de santé publique ;

4, Yoff, Route de l'Aéroport, 2e étage
+221 33 860 24 87 / +221 77 650 88 44
legs.africa2063@gmail.com
legs@legs-africa.org

- Demande aux autorités compétentes, notamment le Procureur de la République à s'autosaisir des cas de non-assistance à personne en danger et autres fautes médicales constatées et publiquement dénoncés par des victimes ;

- Exhorte Monsieur le Président de la République à prendre des mesures immédiates pour rassurer les citoyens sur sa volonté de mettre fin à ces graves dérives et à prendre des sanctions politiques et administratives conséquentes à l'encontre des autorités actuellement en charge du secteur de la santé. Nous l'invitons aussi à convoquer un conseil présidentiel sur la gouvernance sanitaire et la protection sociale au Sénégal ;

- Interpelle l'État du Sénégal sur l'urgence d' une réforme juridique et structurelle du système de santé à travers une synergie d'actions, en procédant à un diagnostic exhaustif et objectif du secteur en vue de définir, classer par ordre de priorité, planifier et mettre en œuvre l'ensemble des stratégies et mesures collectivement adoptées, dans une approche inclusive et multi-acteurs.

Le Sénégal, qui a formé et continue de former les meilleurs médecins africains n'a pas encore mis à profit ce leadership académique et ses acquis historiques en matière d'organisation de système de santé. Les défis majeurs de la Gouvernance du secteur de la santé sont aujourd'hui clairement identifiés, à plusieurs niveaux, et nous devons ensemble y faire face résolument pour mettre fin au processus de dégradation continue du service public de santé et ses conséquences dramatiques sur l'intégrité physique et la vie des populations, surtout les catégories les plus vulnérables.

LEGS-Africa réfère aux principales conclusions et recommandations de son rapport sur la redevabilité citoyenne de la Réponse a la pandémie a Covid-19 dont la nécessité d'avoir un code de la santé qui devra aussi déterminer clairement la responsabilité médicale.

Enfin, LEGS-Africa réaffirme sa volonté de poursuivre le travail de redevabilité transformationnel du secteur prioritaire de la santé, avec l'implication des citoyens au niveau communautaire pour un suivi permanent capable d'anticiper sur des situations pareilles.

Fait à Dakar, le 18 Avril 2022.